

# Résumé analytique

L'exercice de suivi et d'évaluation (S&E) de l'Aide pour le commerce 2022 se déroule dans un contexte de crises d'une ampleur sans précédent, affectant de manière significative le commerce et les investissements. La pandémie de COVID-19 a entraîné de lourdes pertes humaines et économiques, ralentissant et, dans certains cas, inversant les avancées durablement obtenues dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Les pays qui n'ont pas la capacité de mettre en œuvre d'importantes mesures de relance monétaire et budgétaire ont été durement touchés et ont vu les inégalités se creuser. Alors que l'année 2021 laissait entrevoir une reprise rapide, la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine début 2022 a provoqué une crise humanitaire majeure et compromis les perspectives de croissance économique. La flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires causée par la guerre, conjuguée à la hausse rapide de l'inflation, menace gravement la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu (PFR).

Le commerce international et les investissements sont à l'épicentre de ces crises. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été mises à rude épreuve par la pandémie et les mesures mises en œuvre pour la contenir. Le commerce mondial a chuté de 10% entre 2019 et 2020, avec de graves répercussions dans des secteurs tels que les voyages (-63%) et les transports (-18%), qui sont essentiels pour de nombreux pays en développement. Les chaînes d'approvisionnement mondiales se sont toutefois révélées agiles et résilientes dans l'ensemble, jouant un rôle clé dans la lutte contre la pandémie, soutenant la reprise économique et permettant l'accès aux produits médicaux et aux approvisionnements alimentaires. Dès le troisième trimestre de 2020, le rebond du commerce de marchandises a soutenu la reprise économique, profitant aux pays fortement intégrés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans les secteurs des produits pharmaceutiques, des fournitures médicales et des technologies de l'information.

Dans ce contexte, la valeur de l'Aide pour le commerce a été réaffirmée en tant qu'outil permettant d'atténuer l'impact de la crise. Les réponses aux questionnaires conjoints OCDE-OMC dans le cadre de l'exercice de S&E, analysées dans le rapport sur l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2022 de l'OMC publié en même temps que le présent rapport, indiquent une augmentation de l'importance perçue de l'Aide pour le commerce, tant pour les pays en développement que pour les donateurs. Ces résultats se retrouvent dans l'analyse des flux financiers: les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce ont augmenté pendant la pandémie, atteignant un niveau record de 48,7 milliards d'USD en 2020. En outre, plusieurs nouveaux projets d'Aide pour le commerce ont été lancés pour répondre spécifiquement aux défis liés à la COVID-19. En 2020, un montant total de 4,7 milliards d'USD, soit 7% des engagements de l'Aide pour le commerce, a été alloué à des activités liées à la COVID-19.

Depuis le début de l'initiative Aide pour le commerce, les donateurs ont déboursé 556 milliards d'USD d'aide publique au développement (APD), apportant ainsi un soutien stable et prévisible à des secteurs et activités essentiels. Ce soutien est concentré: les décaissements des 10 principaux donateurs de l'Aide pour le commerce représentaient 84% du total versé en 2020. Les projets donnent la priorité au renforcement des capacités productives et des infrastructures économiques, qui ont absorbé conjointement 98% des décaissements en 2020. Le soutien au renforcement des capacités productives a augmenté de 17% en 2020, grâce à la hausse des décaissements destinés aux services bancaires et financiers (+39%) et à l'agriculture (+13%) – deux secteurs qui ont également reçu une part importante du soutien lié à la COVID-19 (50% et 18% des engagements liés à la COVID-19, respectivement).

En plus du soutien anticyclique, l'Aide pour le commerce a également appuyé des secteurs essentiels pour la réponse à la COVID-19. Par exemple, les sommes allouées à la production pharmaceutique ont été multipliées par sept entre 2018 et 2019 et ont encore augmenté de 24% en 2020. Plus largement, diverses études ont démontré l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour attirer les investissements productifs et soutenir la diversification économique, éléments clés d'une reprise stable reposant sur des chaînes d'approvisionnement mondiales résilientes.

Si le monde a retrouvé une trajectoire de croissance positive, certains pays ont emprunté des chemins divergents. La crise de la COVID-19 a fait reculer d'une décennie ou plus la convergence entre pays développés et pays en développement, exacerbant les difficultés rencontrées par les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. La pandémie a également interrompu, voire inversé, les progrès réalisés en matière d'intégration des pays en développement, notamment des pays les moins avancés (PMA), dans le système commercial mondial. L'Aide pour le commerce peut être utile en canalisant le soutien vers les pays et les populations qui en ont le plus besoin. En 2020, l'Afrique a reçu la plus grande part des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce (38%), suivie par l'Asie (35%), l'Amérique (10%), l'Europe (6%) et l'Océanie (1%). Cela réaffirme l'accent mis sur l'intégration des pays africains dans le commerce international, alors que le continent enregistrait, en moyenne, la chute la plus sévère à la fois pour le commerce des marchandises (-17% de la valeur des exportations) et pour le commerce des services (-33%).

Il apparaît également que l'Aide pour le commerce est une source de financement importante pour les PMA, les autres PFR et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Ensemble, ils représentaient 66% du total des décaissements en 2020, contre 14% pour les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) et 20% pour les projets régionaux ou non catégorisés. Cette part a toutefois diminué de cinq points de pourcentage depuis 2019. En outre, l'Aide pour le commerce tend à devenir moins concessionnelle, avec un ratio dons/prêts en constante diminution depuis les débuts de l'initiative. Cette tendance préoccupante pourrait venir aggraver l'important problème de viabilité de la dette auquel sont confrontés les pays les plus pauvres.

L'Aide pour le commerce peut également contribuer à relever les défis émergents, tels que les transitions environnementale et numérique. Les réponses fournies dans le cadre de l'exercice de S&E de l'Aide pour le commerce 2022 indiquent qu'une place plus grande est faite aux considérations de durabilité, notamment le climat et l'égalité des genres. L'analyse des flux confirme cette tendance et souligne le potentiel de l'Aide pour le commerce pour soutenir encore davantage la réalisation des ODD. De récentes méthodologies élaborées par l'OCDE montrent que l'Aide pour le commerce contribue à tous les ODD, au-delà des objectifs purement liés au commerce.

Ce nouvel accent est en partie dû aux exigences croissantes inscrites dans les engagements internationaux, notamment l'Accord de Paris. En 2020, 51% des engagements au titre de l'Aide pour le commerce incluaient des objectifs liés au climat, soit 56% du total des engagements d'APD liés au climat en 2020. Les PMA et autres PFR sont les principaux bénéficiaires, représentant 37% du total des engagements liés au climat pris dans les secteurs de l'Aide pour le commerce.

Les pays sont également confrontés au défi consistant à suivre l'accélération de la transformation numérique. L'Aide pour le commerce peut contribuer à réduire la fracture numérique et à exploiter le potentiel du commerce numérique pour le développement. Malgré une augmentation importante depuis 2018 des engagements de l'Aide pour le commerce en faveur des technologies de l'information et de la communication (+32%), les flux de financement globaux restent modestes, à environ 2% du total des engagements au titre de l'Aide pour le commerce et 1% du total des décaissements. Un soutien accru à la politique et à la réglementation commerciales pourrait également contribuer à relever les défis qui entravent la participation des pays en développement au commerce numérique.

La crise de la COVID-19 a rendu plus difficile la participation des femmes au commerce international. Il est essentiel de s'attaquer aux obstacles auxquels elles sont confrontées pour combler les écarts entre

les genres et soutenir une reprise inclusive. En 2020, 42% des engagements au titre de l'Aide pour le commerce pris par les donateurs bilatéraux mettaient l'accent sur le genre, une proportion qui n'a cessé d'augmenter au cours des 10 dernières années. S'assurer que les projets ciblent les secteurs où les femmes travaillent et dirigent des entreprises, et qu'ils répondent à leurs principaux problèmes, est essentiel pour maximiser l'impact de l'Aide pour le commerce en faveur de l'égalité des genres. De même, le suivi des résultats est essentiel.

En conclusion, les crises récentes ont réaffirmé l'importance de l'Aide pour le commerce pour soutenir la résilience économique et préserver les biens communs mondiaux tels que la santé, l'environnement ou la sécurité alimentaire. Ces dernières années, l'Aide pour le commerce s'est concentrée sur l'intégration de la réalisation des ODD dans la promotion du commerce et de l'investissement, en rassemblant les acteurs des secteurs public et privé derrière des objectifs communs et la promotion de la durabilité. L'initiative mondiale de l'Aide pour le commerce et les stratégies individuelles doivent donc faire preuve d'une ambition renouvelée pour élargir leur champ d'action et mieux coordonner le renforcement des capacités commerciales avec les autres efforts de promotion de la durabilité. Les futurs exercices de S&E seront essentiels pour suivre la contribution de l'Aide pour le commerce à la promotion des ODD et du Programme à l'horizon 2030 en général, ainsi que pour analyser l'impact des projets menés au titre de l'Aide pour le commerce.

## Bibliographie

OCDE/OMC. (2019). *Panorama de l'Aide pour le commerce 2019: Diversification et autonomisation économiques*. Éditions OCDE, Paris. Doi10.1787/22234411

OMC. (2022). *Examen global de l'Aide pour le commerce 2022*. OMC.